



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 78 – mai 2017

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 93 – Nouvelle-Zélande

« Better Public Services », un exemple réussi de modernisation de l'Administration



La Nouvelle-Zélande (267 710 km² et 4 789 141 habitants) se démarque, parmi les autres pays de l'OCDE, par un excédent budgétaire (0,7 % du PIB), une dette publique faible (29,8 % du PIB) et une croissance économique qui devrait atteindre 2,7 % du PIB en 2017. Outre cette prospérité économique, le gouvernement néo-zélandais est loué par ailleurs pour son vaste projet de réforme des services publics (Better Public Services). Lancé en 2012, il prévoit la mise en place d'un plan d'action détaillé décliné en dix mesures concrètes et précises...

vmd

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

Australie



Lors de la présentation de son budget trisannuel, le gouvernement a révélé un programme ambitieux pour **moderniser, transformer et améliorer la productivité** de son administration publique. Sur les 500 millions de dollars australiens qui lui sont alloués, 350 seront consacrés aux investissements visant à faire progresser la collecte et l'utilisation des données – pour permettre **l'élaboration de politiques publiques fondées sur la preuve** – et au développement de plateformes interministérielles, **favorisant une plus grande collaboration**. La transition en matière de système d'information de plusieurs agences gouvernementales sera financée à hauteur de 129 millions et [GovPass](#) (signature électronique) de 21 millions.

[en savoir plus](#)

jfa



Croatie







En même temps que le Portugal – mais dans un temps record – l'ancienne république yougoslave et plus jeune État membre de l'Union européenne devrait **quitter la procédure de déficit public excessif** initiée en janvier 2014 à son encontre, soit six mois après son adhésion. L'annonce a été faite par Zdravko Marić, ministre des Finances, puis confirmée par la Commission (la décision doit maintenant être adoptée par le Conseil). Le pays a **ramené son déficit de 3,4 % en 2015 à 0,8 % fin 2016**. La dette est également en diminution et la croissance est de 3 %. Sur les 24 pays soumis en 2011 à cette disposition, **quatre restent aujourd'hui encore sous surveillance** (Espagne, France, Grèce et Royaume-Uni).

[en savoir plus](#)

jfa

<p>Espagne</p> 	<p>Madrid souhaite une refonte complète de la zone euro. Le gouvernement a transmis à Bruxelles un document de sept pages et formulé un ensemble de propositions, appelant à un budget (européen) anti-crise, à un système commun d'assurance-chômage, à la mise en place d'obligations en euros et à l'achèvement de l'union bancaire. Le pays demande également un réel « contrôle démocratique » sur certaines institutions de l'Union, telles que l'Eurogroupe, qui « prend des décisions clés sans rendre compte à quiconque ». Malgré une croissance de 3 % pour la deuxième année consécutive, le pays a jusqu'en 2018 pour remplir les critères de Maastricht et quitter la procédure de déficit excessif initiée en 2009.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Japon</p> 	<p>Une nouvelle loi sur les services de paiement – préparée par l'Agence des services financiers – donne un cadre juridique aux monnaies cryptographiques, en les reconnaissant comme un moyen de paiement légitime mais non obligatoire, y compris pour le secteur public. La plus connue d'entre elles est le Bitcoin, qui utilise la technologie du <i>blockchain</i> et est en constante progression dans les échanges commerciaux depuis sa création en 2009. La ville d'Hirosaki a ainsi lancé un appel à financement pour préserver deux de ses attractions touristiques (mur d'enceinte du château et parc arboré de cerisiers). La municipalité indique avoir réuni plus des trois quarts de la somme nécessaire en deux semaines.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

<p>Autriche</p> 	<p>En complément du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, l'administration fédérale des Finances va introduire, le 1^{er} juillet, le virement bancaire automatisé à chaque contribuable de l'éventuel trop-perçu après calcul de l'impôt réellement dû. Cette initiative s'accompagnera de la suppression de l'obligation de déclarer ses revenus pour la majorité des citoyens qui ne se trouvent pas dans des situations particulières (autres revenus que salariaux, charges ou crédit d'impôt, dépenses spécifiques à caractère déductible, parent élevant seul un enfant). De même, la part des charges sociales sera automatiquement remboursée aux retraités non imposables.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Estonie</p> 	<p>Mihhail Korb, ministre de l'Administration publique¹, a annoncé une réforme de l'organisation territoriale. Constituant le niveau intermédiaire, les quinze maakonnad (comtés) vont être supprimés au 1^{er} janvier 2018. Ces subdivisions régionales ne sont pas dirigées par un conseil élu mais par un gouverneur nommé par le pouvoir central. Les compétences qui leur sont dévolues seront réparties entre les municipalités (au nombre de 213) et les différents ministères. En parallèle, le gouvernement souhaite transférer plusieurs services d'administration centrale en dehors de la capitale. Dans un premier temps 1 000 emplois sont concernés. Le ministère des Finances a été chargé de la mise en œuvre de cette réforme.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Italie</p> 	<p>Privatisée depuis 2009, la compagnie aérienne Alitalia se trouve dans une grave situation financière. Près de 90 % des 12 500 employés ont rejeté le dernier plan de restructuration de la dette proposé par la direction qui prévoyait la suppression de 1 700 postes ainsi qu'une réduction de 8 % des salaires. Le transporteur a déjà été renfloué à plusieurs reprises par l'État et des investisseurs privés. Le gouvernement – qui a toujours exclu l'issue d'une renationalisation – est soumis à une forte pression. Il agit comme médiateur pendant les négociations entre salariés et administrateurs qui veulent activer une procédure administrative de sauvegarde, préparant une reprise ou une liquidation.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Portugal</p> 	<p>« Revive » est un programme coparrainé par les ministères de la Culture, de l'Économie et des Finances pour restaurer les bâtiments publics et privés à valeur culturelle et historique, faciliter leur développement et encourager leur utilisation dans le tourisme. Trente sites (châteaux, forteresses, monastères) ont été sélectionnés. Les initiateurs espèrent que le projet aidera à attirer des investissements privés. Un appel d'offres public en ligne a été lancé pour les concessions de gestion des structures (services aux visiteurs). Par cette initiative, à laquelle sont associées les municipalités concernées, le gouvernement vise à générer de la richesse et des emplois en améliorant l'attrait des destinations régionales.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

¹ Démissionnaire au 24 mai 2017 : http://www.baltic-course.com/eng/baltic_states/?doc=129961

Ukraine



Alors que l'Union européenne a adopté la décision sur le paiement de la première tranche (10 millions d'euros) pour son « **programme de soutien à la réforme globale de l'administration publique** », le Premier ministre, Volodymyr Hroïșman, a annoncé que son gouvernement prendra prochainement **un certain nombre de mesures** pour accroître la capacité des ministères dans le cadre de cette réforme. Parmi les objectifs qui ont été fixés figurent **la mutualisation des prestations de service** au sein des administrations et le **recrutement de mille cadres sur des profils d'expert** pour « permettre au pays de passer du système de gouvernance soviétique à un modèle européen moderne à tous les niveaux ».

[en savoir plus](#)

jfa

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Union européenne



Jyrki Katainen, vice-président et commissaire pour l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité, et Elzbieta Bieńkowska, commissaire au marché intérieur, à l'industrie, à l'entrepreneuriat et aux PME, ont présenté l'initiative de la Commission pour créer le **portail européen de services administratifs en ligne**. **Treize procédures administratives clés** devront, dès l'ouverture, être mises à disposition par chaque État membre sur ce portail. Selon le principe « (dites-le nous) une seule fois », les données importantes déjà recueillies par les autorités nationales **pourront être mises à disposition afin d'être réutilisées** – à la demande de l'utilisateur – dans les procédures transfrontalières les plus importantes.

[en savoir plus](#)

jfa

Allemagne



L'Office fédéral pour la sécurité de l'information (BSI) a publié un **référentiel des exigences minimales de sécurité pour l'utilisation des navigateurs**. Les experts ont analysé selon 32 critères les quatre principaux navigateurs utilisés par les administrations (Chrome, Edge, Internet Explorer et Mozilla) et en ont dressé un **tableau comparatif**. L'attention des services informatiques est portée sur le **paramétrage indispensable de certaines fonctionnalités** pour garantir une navigation sécurisée (examen régulier des certificats de chiffrement, désactivation du *cloud computing* et du pré-remplissage des formulaires). L'office alerte sur une **faible importance du plus récent (Edge)** qui n'indique pas comment une page est cryptée.

[en savoir plus](#)

jfa

Malte



Dans le cadre de la présidence du Conseil de l'Union européenne que l'archipel méditerranéen assure pour la première fois en ce premier semestre de 2017, s'est tenue – les 15 et 16 mai à San Giljan – la **9^e conférence européenne de la qualité des services publics**. 350 délégués, venant de 34 pays, ont échangé sur le thème « **unir les forces et briser les silos : vers une administration publique performante, transparente et inclusive** ». Parmi les 40 **meilleures pratiques sélectionnées**, le pays hôte a présenté sa nouvelle gestion des ressources humaines (People and Standards) et ses points de contact inter-administration pour les citoyens (One Stop Shops).

[en savoir plus](#)

jfa

Pays-Bas



La ville de La Haye teste le **paiement sans contact et par smartphone des titres de transport**. Cette expérience s'inscrit **dans le cadre d'un accord passé entre les entreprises publiques** de transport en commun et les deux principaux opérateurs de télécommunications (KPN et Vodafone). Pour participer au service – qui utilise la **technologie de « communication en champ proche »** (en anglais NFC) présente sur les appareils de dernière génération – les voyageurs doivent s'inscrire au préalable et un paramétrage de la carte SIM est nécessaire. **À l'issue de ce test, l'offre doit être étendue** aux formules d'abonnement et **déployée dans les autres agglomérations** du pays. Apple n'a pas souhaité s'associer à ce projet.

[en savoir plus](#)

jfa

Suède



Utiliser la **technologie du blockchain pour moderniser l'accès au cadastre**, tel est le défi que veut relever Lantmäteriet, l'agence gouvernementale chargée de ce service public. S'appuyant sur une statistique de la Banque mondiale qui indique que 70 % des propriétaires, à l'échelon de la planète, **n'ont pas accès à un titre de propriété fiable et sécurisé**, Mats Snäll, chef de développement, estime « qu'il faut réinventer la façon dont les titres fonciers sont enregistrés ». En alternative aux systèmes actuels, le nouveau service permettra aux acheteurs, aux vendeurs, aux banques et aux autorités **de suivre une transaction de bout en bout** au lieu d'utiliser des contrats papier, ce qui facilite le suivi et la transparence.

[en savoir plus](#)

jfa

4 - Gestion des ressources humaines

Canada 	<p>Afin de réduire les préjugés « inconscients » lors de l'embauche, la Fonction publique fédérale met en place le recrutement par curriculum vitae anonyme dans six ministères fédéraux (Affaires mondiales, Défense nationale, Environnement et Changement climatique, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté, Services publics et Approvisionnement) ainsi qu'au Secrétariat du Conseil du Trésor. Le projet « Au-delà du nom » permettra de comparer la procédure de présélection habituelle et cette nouvelle méthode où les gestionnaires ne connaîtront pas le nom des candidats. La Commission de la fonction publique vérifiera la viabilité et l'efficacité de cette technique de recrutement.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>		
États-Unis 	<p>De nouvelles dispositions applicables aux emplois publics fédéraux ont été dévoilées lors de la présentation du budget. La rémunération des personnels civils va être augmentée de 1,9 % et celle des militaires de 2,1 %. En contrepartie, le gouvernement a décidé de supprimer le régime « plus favorable » des personnels fédéraux, en alignant la part de la cotisation de retraite payée par l'agent (fixée actuellement à 1 % par an) sur celle payée par l'employeur (6 %). Cette augmentation doit s'effectuer au rythme de 1 % par an sur cinq ans. Le calcul du traitement de référence pour la pension s'effectuera sur la base d'une moyenne des cinq meilleures années de la carrière (au lieu de trois actuellement).</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>		
Luxembourg 	<p>Daniel Kersch, ministre de la Fonction publique, a annoncé que ses services vont mener une grande enquête nationale sur « la qualité de vie et la motivation au travail dans la fonction publique ». Axée autour des thèmes satisfaction, motivation, engagement, bien-être, santé, sécurité et conditions de travail, elle sera réalisée en collaboration avec l'université du Grand-Duché et vise à « mieux informer les agents en matière de risques psychosociaux ». Le gouvernement veut répondre à l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail qui note que l'évaluation des risques sur le lieu du travail n'est effectuée que très rarement au Luxembourg. Les résultats seront rendus publics à l'automne.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>		
Royaume-Uni 	<p>À l'aube des élections locales qui se sont tenues le 4 mai en Angleterre, en Écosse et au pays de Galles, mais également des élections parlementaires qui vont se dérouler le 8 juin, le gouvernement a publié un guide de bonne conduite en période électorale pour les 400 000 fonctionnaires de la Couronne. Une équipe « Ethics & Propriety » est chargée de répondre aux questions que se poseraient les services. De son côté, le réseau « Public Leaders Network » lance une initiative similaire intitulée « Pas de politique s'il vous plaît, nous sommes des fonctionnaires britanniques », par laquelle il appelle l'ensemble des agents publics à respecter la plus stricte neutralité dans l'exercice de leurs missions.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>		
<table border="1"><tr><td data-bbox="92 1675 1141 2004"><p>INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</p><p>DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (<i>jfa</i>), VIRGINIE MA-DUPONT (<i>vmd</i>) / NADINE BERNET RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE</p><p>recherche.igpde@finances.gouv.fr – @Igpde_Gp http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique</p><p>PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2017</p></td><td data-bbox="1141 1675 1505 2004"><p>LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p><p>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE</p><p>MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS</p></td></tr></table>		<p>INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</p> <p>DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (<i>jfa</i>), VIRGINIE MA-DUPONT (<i>vmd</i>) / NADINE BERNET RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE</p> <p>recherche.igpde@finances.gouv.fr – @Igpde_Gp http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique</p> <p>PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2017</p>	 <p>LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE</p> <p>MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS</p>
<p>INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</p> <p>DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : ANNE-HÉLÈNE ROIGNAN RÉDACTEUR EN CHEF : MARCEL GUENOUN, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (<i>jfa</i>), VIRGINIE MA-DUPONT (<i>vmd</i>) / NADINE BERNET RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE</p> <p>recherche.igpde@finances.gouv.fr – @Igpde_Gp http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique</p> <p>PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2017</p>	 <p>LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE</p> <p>MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS</p>		